

Communistes

Lien d'échanges, de communications, édité par des militant(e)s du Parti Communiste Français

N° 26



Mai 2011

CANTONALES 2011 : LES COMMUNISTES EN MEILLEURE POSITION POUR PROPOSER LA RUPTURE AVEC LE CAPITALISME

Les résultats nationaux sont là, pour le parti communiste, comme pour les autres forces politiques. Cependant l'analyse de ces résultats confirme une réalité de notre société, une **abstention massive** qui traduit les sentiments profonds des électeurs, de leur désarroi et cela quelques mois après le grand mouvement social sur la réforme des retraites qui était porteur de propositions sociales et puis, plus rien... au nom de l'unité syndicale. Ce message d'abstention, il faut absolument l'entendre, **notre parti doit l'analyser**.

Les résultats : **la droite** perd 1 150 000 voix. **Le parti socialiste** perd 990 000 voix et 1,23 %. **Le FN** gagne en pourcentage mais il ne progresse pas en voix. **Les verts** gagnent en pourcentage et en voix, grâce aux accords avec le parti socialiste. **Le Front de gauche** avec toutes ses composantes gagne légèrement en pourcentage, mais perd en voix par rapport au seul parti communiste en 2004. En 2004, **le PCF** obtenait 955 339 voix, soit 7,83 %. En **2011 le PCF-Front de Gauche** totalise 754 911 voix soit 7,91 %, soit une perte de 203 428 voix (en relation avec l'abstention) et un gain de 0,08%.

PG-Front de gauche 92 337 voix et 1,02 %, **Gauche unitaire-Front de gauche** environ 15 000 voix et 0,15%. Au total avec les candidats issus du **NPA**, de **LA FASE** on trouve 9,1% pour le front de gauche, soit 832 248 voix et moins 123 091 voix par rapport à 2004. De 104 élus (108 réellement, Maxime Gremetz et 3 autres élus étaient considérés comme des divers gauches pour la direction nationale), le parti communiste obtient 113 élus, le PG 5 élus. Ne boudons pas ce succès du parti communiste même s'il est à pondérer avec la très forte abstention. Les sièges sont quasiment tous gagnés sur le PS et les verts et on peut se satisfaire que soit arrêtée la croisade anticommuniste de Bartolone (PS) et de Voynet (vert).

Le niveau atteint par les candidats FN au premier et second tour, aggravé par la porosité de plus en plus sensible avec les idées et l'électorat de l'UMP,

est, dans ce contexte, particulièrement inquiétant. Cependant, toutes les possibilités – en rupture avec le capitalisme – de renforcement des propositions, perspectives de luttes, rassemblement électoraux avec le PCF pour les scrutins à venir sont préservées.

Le rassemblement de la force communiste aujourd'hui dispersée bien au delà du Front de gauche est possible. Là est l'essentiel. Avec la victoire du NON lors du référendum de 2005, nous avons déjà réussi à dépasser les cadres politiques convenus, rassemblant de ce fait dans les urnes une large majorité des électeurs du peuple de France. Le tête à tête Strauss-Kahn /Le Pen n'est pas inévitable ! Allons dans ce sens en gardant la boussole du contenu de classe et le rassemblement le plus large des exploités et des exclus. Il nous faut poser très vite les questions institutionnelles essentielles : **instauration de la proportionnelle à toutes les élections, fin de l'élection du Président de la République au suffrage universel**.

Après les cantonales de Mars 2011, le combat continue ! C'est le cas pour les présidentielles à venir.

Les résultats comparés du PCF, du PG et la GU nous permettent d'affirmer qu'imposer Jean-Luc Mélenchon aux communistes lors des présidentielles comme le fait la direction nationale est une grave erreur. Dans le respect de nos statuts, toutes les candidatures doivent être soumises aux adhérents souverains. Dans l'immédiat la poursuite des débats avec les communistes déclarés sur l'appel à une candidature communiste ou sur celle d'une candidature du Front de gauche issue du parti communiste, sont la clef d'un débat serein vers une candidature porteuse d'un projet de rupture avec le capitalisme, nécessaire et rassembleur.

Le Collectif Communistes PCF 17

Les communistes doivent avoir le droit de choisir leur candidat pour la présidentielle 2012.

Je suis signataire de l'appel « Pour une candidature communiste en 2012 » qui appelle les communistes à se rassembler et à agir pour battre la proposition Mélenchon, porteuse de l'effacement du PCF.

Le Conseil national des 8 et 9 avril a confirmé ce que beaucoup pressentaient, Pierre Laurent et la direction du PCF veulent imposer la candidature de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle de 2012.

En renonçant à un candidat communiste aux élections présidentielles, malgré les enseignements de 1965 et 1974, la direction du PCF confirme son choix de l'effacement du Parti communiste et valide les inquiétudes de ceux qui pensent que le Front de gauche est d'abord une tentative de liquider le PCF et de créer une nouvelle force politique.

Alors que le Front de gauche pourrait être un espoir – ce que j'ai déjà développé dans les derniers « Communistes », pour aller vers un mouvement populaire majoritaire à condition que les partis qui le composent se renforcent et non pas qu'ils fusionnent comme en Allemagne, désir avoué de Mélenchon et pas encore avoué de la direction.

Il est clair que la décision est prise depuis plusieurs mois. Au nom du Front de gauche, les candidats pour une candidature PCF sont éliminés d'office. André Chassaigne, qui se présente dans le cadre du Front de Gauche, est lui aussi sacrifié. La direction ne nous dit pas ce qu'elle pense de sa candidature.

A ce jour, les éléments de réflexion qui pourraient amener les communistes à choisir une telle candidature, éléments qui ont été largement développés par plusieurs membres du Conseil national, ne sont toujours pas portés à la connaissance des communistes.

Pour faire accepter une décision qui fait mal aux communistes, la direction manie le chantage : « Nos partenaires du Front de gauche n'accepteraient pas un communiste ».

Comment peut-elle affirmer que l'accord proposé serait bénéfique pour les législatives alors que le PG et la Gauche unitaire en sont les principaux bénéficiaires au vu de leur nombre actuel très réduit de députés ? Et quid du Groupe communiste à l'Assemblée nationale ?

La direction a-t-elle déjà accepté la perte d'autonomie et la mise sous tutelle du PCF ? On peut s'interroger sur les objectifs de celle-ci.

Ne baissons pas les bras.

De nombreuses voix s'élèvent pour réclamer un candidat communiste. Dans la diversité des analyses et des opinions, favorables ou pas au cadre Front de gauche, un fil rouge unit tous les partisans d'une candidature communiste : ils rejettent l'idée que l'effacement du PCF serait nécessaire au rassemblement et veulent un parti communiste qui tienne sa place dans la bataille nationale.

Ils ont la conviction qu'un candidat communiste est le meilleur atout pour rassembler largement tous ceux qui aspirent à battre la droite et Nicolas Sarkozy et qui pensent qu'il faut mettre en place en France une politique de rupture avec le capital et ce quel que soit le cadre choisi pour cette campagne des présidentielles.

Les possibilités d'unité des communistes sur un candidat qu'ils désigneraient sont réelles. Personnellement je voterai André GERIN si la démarche démocratique le permet et je dis également que la candidature d'André CHASSAIGNE peut permettre de sortir du piège dans lequel la direction veut nous enfermer.

Choisir Mélenchon n'est pas anodin et aura à coup sur des conséquences pour l'après présidentielles et l'avenir du PCF.

Sortons du traumatisme du mauvais résultat de Marie-Georges Buffet en 2007 ! Les éléments de confiance existent pour décider d'une candidature communiste. La crise sociale et politique pousse à la rupture avec le capitalisme, à imaginer un autre système politique. Aux législatives comme aux présidentielles, l'opportunité existe de mettre en débat les propositions des communistes, pourquoi pas d'aborder le socialisme.

Les élections cantonales de mars 2011 ont montré qu'il n'y a pas de fatalité au déclin du PCF.

Les débats organisés avec André Chassaigne et André Gerin confirment les potentialités de nos candidats.

Dans les cellules, les sections, la fédération, il nous faut créer les conditions d'un large débat. Organisons avant la Conférence nationale le vote des Communistes pour désigner leur candidat, soyons intraitables sur la démocratie dans le parti, le respect des paroles et des faits dans les compte-rendus qui seront transmis à la direction, l'élection de délégations représentatives pour la Conférence nationale.

Pour cela il faut exiger que la direction départementale du 17 permette le débat dans la diversité, qu'elle se prononce sur des propositions au lieu de rester dans le négatif en stigmatisant les partisans du Front de gauche avec un parti communiste fort, qu'elle fasse des propositions de ce qu'elle souhaite pour en débattre au lieu de rester sur la touche comme pour les élections régionales, à moins que leur candidat (e) non avoué soit du côté du parti socialiste...comme pour les régionales.

Quelles que soient les difficultés présentes, regardons l'avenir. Cette bataille comptera pour l'unité des communistes et pour faire vivre et renforcer le PCF.

ROLLAND Jean-Louis

Mais où va la social-démocratie ?

Depuis la disparition de l'URSS, le Capital et ses soutiens, voulant faire payer leur crise aux travailleurs, sont sans retenue.* Ils développent leur politique pour les riches, la banque, le patronat. On le voit très bien en France avec Sarkozy et sa bande du Fouquet's.

Mais qu'en est-il dans les pays gouvernés par des « socialistes ».

En Espagne, c'est Zapatero qui recule l'âge de départ en retraite à 67 ans, augmente la durée de cotisation, réduit de 5% les salaires des fonctionnaires. Il diminue les indemnités de licenciement économique qui seront financées par des fonds publics. Il réduit les droits des chômeurs, augmente la TVA et diminue l'impôt sur les grandes fortunes. Toutes ces mesures conduisent le PCE (Parti Communiste d'Espagne) à dire que le Parti Socialiste fait le sale boulot du patronat, qu'il est au service des politiques néolibérales de l'Union Européenne, du FMI et de la banque mondiale.

Au Portugal, en Grèce, là aussi ce sont des réductions des droits sociaux, et là aussi ce sont des « socialistes » à la tête de leur gouvernement qui les appliquent.

Dans les pays dirigés par la droite, en Allemagne, c'est la même politique avec l'appui et la participation des « sociaux-démocrates ». En Angleterre même chose dans la continuation des politiques des sociaux-libéraux Blair et Brown.

Par delà des mesures prises par les « sociaux-démocrates » leur responsabilité est grande dans la bataille des idées. Leur renoncement aux idées premières de leurs partis, leurs déclarations d'humaniser le capital (voir Montebourg en faveur d'un « capitalisme coopératif » ou la Zapatero Royal pour un « capitalisme d'Etat »), leur faculté à se plier aux demandes du patronat, participent à dévoyer la conscience des travailleurs qui veulent que cela change. La perte de repères, le doute sur les possibilités de changer le système, le développement de l'abstention, des idées racistes en sont, en autres, des conséquences.

Force est de constater qu'après la « social-démocratie » le lit d'une droite de plus en plus extrême est fait.

On pourrait se dire que ce regard ne touche qu'une partie de l'Europe. Mais ailleurs, les conséquences sont de plus en plus dramatiques. Et chaque fois, c'est encore le FMI, avec à sa tête un « social-démocrate », qui impose aux peuples la dure loi du Capital. Comment peut-on expliquer aux Sud-Américains (mais aussi aux autres peuples) que les Etats-Unis, puissance impérialiste la plus meurtrière, aient pu laisser s'installer à la tête du FMI quelqu'un qui n'ait pas leur confiance ?

Alors partis « sociaux-démocrates » des chevaliers noirs vendus au capitalisme ? La question n'est pas morale : vendus ou pas ? C'est de savoir dans quelle direction va la social-démocratie ici et ailleurs. La confrontation des idées ne peut se faire sur un jugement moral mais à partir de l'analyse concrète d'une situation concrète.

F. Granados.

- *Dans le bilan des pays socialistes, il sera utile d'analyser les raisons des succès obtenus par les luttes des travailleurs dans les pays capitalistes quand l'URSS existait. De la même façon qu'en France on ne fait pas la même politique avec un parti communiste à 25% ou à 10%, le capital n'agit pas de la même façon avec ou sans l'existence de l'URSS.*

Un mel étrange envoyé par le secrétaire départemental du PCF du 17

De "Brahim Jlalji" <brahimjlalji@yahoo.fr>

Date : 19/03/11 00:06

Objet : Tr : [mrapplurriel] L'ONU ma entedu

Bonjour à tous,

L'ONU a "entendu mon appel" pour une intervention en Libye, pour protéger les civiles.

Curieusement, je n'ai pas entendu les Prs et les organisations qui critiquait mon point de vue paru dans la presse, monter au créneau pour s'indigner de cette décision Onusienne...

AH Les hypocrites!!!

Tatou Abdelouahed

LIBÉRALISATION DES DROITS DE PLANTATION = EXTERMINATION DES VITICULTEURS

Les viticulteurs refusent et disent " NON " à la suppression des droits de plantation en viticulture. La libéralisation des droits de plantation servirait à servir les appétits féroces et capitalistes de la grande distribution et des multinationales.

Cette suppression a été décidée lors de la réforme de l'organisation commune du marché viticole. Seul l'Allemagne vota contre. BRUXELLES entend mettre cette mesure en application.

L'UE veut enlever tout obstacle législatif qui serait un frein à l'appétit des grands groupes financiers en leur permettant de planter sans retenue sur des grandes parcelles restructurées et mécanisées, éventuellement irriguées, ce qui, jusqu'à maintenant, a été formellement interdit.

La presque totalité de la profession s'oppose à cette libéralisation car c'est une SPOLIATION PURE ET SIMPLE DE DROIT DE PROPRIÉTÉ : le prix des vignes va plonger et celui des terres agricoles exploser.

Les interprofessions ont eu la main mise et le pouvoir de décision sur la viticulture : DANS UN BUT, celui d'EXTERMINER LES VITICULTEURS NON VIABLES...SOIT DISANT ??? Mais qu'est-ce qu'une interprofession ?

C'est un cadre qui regroupe producteurs, certains négociants, grande distribution, représentants de l'état, au service de la FNSEA ET DE L'UMP ET DES GRANDS GROUPES CAPITALISTES AFIN DE SERVIR LEURS INTÉRÊTS.

Il faut savoir que, dans ces interprofessions, ce sont les trusts de l'agroalimentaire et de la grande distribution qui fixent les prix et dictent les lois. Ce sont ceux-là qui nous écrasent avec leurs prix d'achats trop bas et avec leurs marges excessives et abusives, d'où l'intérêt pour eux de supprimer les droits de plantation qui les gênent dans leurs développements.

Petite piqûre de rappel : que sont ces droits de plantation ?

A chaque parcelle de vigne, sont attachés des droits de plantation qui appartiennent au viticulteur. Ces droits peuvent être transférés à une terre qui en est dépourvue.

Un viticulteur qui possède par exemple 10 ha de vigne, peut vendre ses droits à planter de 10 ha de vigne s'il décide de cesser son activité ou d'arracher 10 ha. Si quelqu'un veut planter une vigne sur des terres qui en sont dépourvues, il doit avoir un droit de plantation ou en acheter, et pour cela il existe une banque nationale de ces droits. Leur valeur vénale actuelle tourne autour de 2 000 euros l'ha. Du jour où ces droits disparaîtront, les viticulteurs perdront des milliers D'EUROS, à la mesure des ha de vignes qu'ils exploitent.

"LES PAYSANS VEULENT VIVRE DE LEUR TRAVAIL " comme tous les travailleurs. Ils doivent pouvoir vivre dignement au lieu d'être exterminés !!!

Alors, force est de constater que cela pose l'exigence de la rupture avec le capitalisme et l'union européenne, avec ses traités et avec ses institutions.

Philippe Riché, secrétaire national du MODEF.

Israël veut tuer la mémoire palestinienne

Peut-on effacer un peuple de l'histoire en lui interdisant de se souvenir de son passé ? C'est ce que doivent penser la majorité des députés israéliens de la Knesset qui ont voté une loi dite anti-nakba. « Nakba », cela veut dire catastrophe en arabe. Pour les Palestiniens, c'est ce jour de 1948 où ils ont perdu la plus grande partie de leur pays, le moment où huit cent mille d'entre eux ont été chassés pour faire place à un État aussi ethniquement pur que possible, celui d'Israël. Lequel se veut plus que jamais, si l'on en croit son premier ministre, Benyamin Netanyahu, un État juif.

Désormais, il sera interdit à ceux qu'on appelle les Arabes israéliens, ceux qui ont échappé au nettoyage ethnique (soit 20 % de la population), de se rendre, comme ils le font chaque 15 mai depuis 1948, dans les villages détruits ; ceux dont les parents furent chassés, voués à l'exode vers des camps de réfugiés en Cisjordanie ou à l'extérieur d'Israël. Ils y amènent leurs enfants sur les ruines des maisons de famille, fleurissent les tombes, écrivent leurs noms sur les pierres. En un mot, ils se souviennent. Ces activités sont désormais illégales. Les associations, les municipalités qui les organisent seront privées de tout fonds public et recevront des amendes. Loi inique, raciste, incroyable tant elle est stupide. Loi réactionnaire au sens propre du terme : c'est le retour de la fable qui imprégna longtemps le récit officiel de la création d'Israël, celle d'une terre sans peuple pour un peuple sans terre. Les nouveaux historiens israéliens avaient su, il y a vingt ans, rétablir la vérité. La régression de la politique israélienne se confirme dans tous les domaines. Elle est inquiétante pour les Palestiniens, pour nous tous, et surtout pour Israël.

FRANÇOISE GERMAIN-ROBIN

Tunis, Le Caire, : des « révolutions arabes » ?

Le discours de nos télévisions sur les mouvements politiques et sociaux dans les « pays du sud » est décidément assez inepte, et déformé. Depuis un mois, les bavards de la « pensée unique » au service de l'occident et du « marché », font tout pour gonfler leur audience en racontant une « révolution arabe » qui serait en train de parcourir tous les pays, de l'Algérie au Yémen, en passant par la Tunisie et l'Égypte. Selon eux, tous ces peuples « arabes » n'en peuvent plus de leurs dictateurs respectifs (qui les a installés, sinon leurs sponsors de Washington, Paris ou Tel-Aviv ?), et se soulèvent unanimement pour obtenir enfin le pluripartisme et la liberté de la presse à l'occidentale. Méfions-nous d'emblée quand les porte-parole bien payés de Sarkozy ou de Strauss-Kahn parlent de révolution : ils ne sont vraiment pas qualifiés. Mais ils le sont encore moins quand on se souvient de leur silence il y a à peine deux mois, quand la monarchie marocaine massacrait allègrement les Sahraouis occupés.

Il est bon de rappeler au sujet des mouvements populaires qui ont explosé de Tunis au Caire quelques vérités élémentaires.

1- Les pays « arabes » ou « musulmans » sont d'une extraordinaire diversité, plus encore que ceux d'Europe. La petite Tunisie, à l'économie longtemps « boostée » par le tourisme et les entreprises textiles délocalisées de France, à la recherche de bas salaires (qui repartent plus loin aujourd'hui), est bien peu semblable à une Égypte surpeuplée (Le Caire a 25 millions d'habitants, la Tunisie 9 millions), ou à une Algérie crevant de la destruction de ses industries au seul profit des importations payées par le pétrole...

2- Ces mouvements populaires, contagieux, ont aussi des dimensions communes, sociales et économiques, que nos télévisions ignorent généralement : le chômage massif, y compris des instruits pratiquant internet et la presse, la pauvreté côtoyant la richesse insolente, etc.

3- Ils ont aussi en commun une faiblesse politique que nos « paladins verbeux de l'Occident » se gardent bien de dénoncer, puisqu'ils s'en félicitent : ces révoltes populaires, sociales et politiques des peuples dits « arabo-musulmans », parfaitement justifiées, ne trouvent pas dans leurs pays les organisations révolutionnaires laïques qui pourraient les mener à la victoire : elles ont, presque partout, été démantelées, détruites, dans les vingt à trente ans qui nous précèdent, avec l'aide des puissances occidentales, par l'économie, la diplomatie, l'espionnage, etc.

Pour certains, ce fut la destruction physique, par la mort ou l'émigration : en Algérie, la terreur intégriste a ainsi débarrassé les gouvernants « ultra-libéraux » de l'opposition progressiste organisée. En Égypte, la destruction des mouvements communistes et progressistes, commencée sous Nasser, s'est poursuivie avec Sadate, Moubarak, dirigeants sponsorisés par les USA, conciliants avec les colons israéliens...

Pour d'autres, et parfois dans le même pays, ce fut la dérive « gorbatchévienne », carriériste, opportuniste, qui a suivi le désespoir de voir l'URSS s'effondrer en 1991. Cette dramatique glissade des « ex-communistes », les réduisant à la disparition progressive, a été perceptible partout. Les plus flagrantes en sont :

*le Maroc, où le PPS (ex PC) s'est aligné sur le pouvoir royal pour vanter les vertus de la colonisation du Sahara occidental.

*la Syrie, où des « communistes » sans principes n'hésitent pas à collaborer, contre quelques avantages ministériels, à un pouvoir nationaliste autoritaire ; et les « ex-communistes » dévoyés devenus islamistes ne manquent pas, en Égypte et ailleurs...

4- Cette absence à peu près générale de partis révolutionnaires explique et rend obligatoire la résurgence au grand jour des organisations islamistes au sein des mouvements populaires de contestation, Ehnada en Tunisie, les Frères musulmans en Égypte. Longtemps contraints au silence par la répression et la torture, ils comblent d'autant plus le vide politique qu'ils peuvent se parer d'une auréole de martyr, et qu'ils savent démagogiquement prendre à leur compte des revendications parfaitement justifiées :

*contre l'inacceptable collusion de dirigeants comme Ben Ali et Moubarak avec les USA, l'Occident et les colonisateurs israéliens.

*contre la corruption des « élites arabes », familiers des palaces et des hôpitaux occidentaux : le discours rigoriste, appelant au retour des préceptes moraux de l'islam est, en ce sens, très convaincant.

Cette poussée islamiste au sein des mouvements populaires est d'autant plus préoccupante que, contrairement à ce que disent nos journalistes en service commandé, elle est souvent anti-occidentale en paroles plus qu'en actes. Les idéologues du « fondamentalisme musulman » ne refusent de la société occidentale que les libertés individuelles et collectives héritées des « Lumières » et de la Révolution de 1789. Ils sont, sur le plan économique, des libéraux favorables à la loi du marché capitaliste. Dans bien des cas, ils ont été et sont soutenus par les puissances impérialistes comme le fut Ben Laden en Afghanistan contre les communistes et l'URSS, en Algérie quand les tueurs du FIS égorgeaient les démocrates. Si les USA, et autres sponsors de l'Occident, le jugent possible et nécessaire pour garantir l'essentiel de leurs intérêts, ils n'hésiteront pas à aider les islamistes à grimper au pouvoir, en Egypte, Irak, et ailleurs : nos penseurs télévisuels pourront toujours se donner le beau rôle avec un discours sur les droits de l'homme, et des femmes.

Aucun scénario historique n'est écrit d'avance : les peuples auront leur mot à dire, au Caire, Alger, Tunis, Rabat, etc.

Francis Arzalier

Que signifie la décision des députés PCF-FdG d'exclure Maxime Gremetz du groupe parlementaire GDR ?

Nous nous interrogeons sur le sens et l'objectif de cette décision.

Les faits reprochés à Maxime Gremetz par la présidence de l'Assemblée Nationale, qui lui ont valu son exclusion temporaire contestée par Maxime, relèvent du règlement intérieur et n'ont rien de politique qui s'opposerait aux « valeurs du groupe GDR ».

Ils ne sauraient justifier la décision de l'écarter du groupe, où se retrouvent les députés communistes pour la première fois en 1978.

Maxime est un symbole, celui d'être un élu communiste combatif, issu de la classe ouvrière. Nous ne suivons pas toujours ses positions et initiatives personnelles. Mais nous ne pouvons pas accepter qu'il soit mis au ban du Parti, comme cela, depuis des années. - Un pas nouveau est franchi.-

Il ne peut pas être relié au coup de force de la direction du parti pour imposer la disparition du PCF dans le Front de Gauche à l'occasion des élections présidentielles. Aux communistes qui refusent et combattent ce scénario, on veut indiquer une voie : la sortie. Nous ne l'acceptons pas. La constitution du groupe GDR en 2007 a elle-même constitué un coup de force contre le PCF, marquant la disparition du groupe communiste et apparentés. Peu de communistes en ont été informés exactement. Le groupe GDR a été constitué avec des élus « divers gauche » d'outre mer, les députés verts présentés par le PS, dont Martine Billard passée au Parti de Gauche.

Depuis le 1^{er} septembre 2010, Yves Cochet député Europe Ecologie de Paris, présenté par le PS, anticommuniste revendiqué, est président du groupe.

Ce groupe n'est pas qu'un groupe « technique ». Sa déclaration de constitution lui fixe notamment comme objectif de « rassembler la gauche ». Depuis l'abaissement en 2008 à 15 le nombre de députés nécessaires à la constitution d'un groupe, plus rien ne s'oppose à la reconstitution du groupe communiste, sinon l'absence de volonté de certains députés, pourtant élus grâce aux voix du PCF. Pour nous, sur ce sujet comme sur tous les autres, il est temps de faire la clarté en ne cachant rien des questions de fond. Nous demandons que soit aussitôt reconstitué le groupe « communistes et apparentés », à l'assemblée Nationale, que ce groupe soit dirigé par un député PCF. Ceux qui s'y opposent doivent donner leurs arguments aux communistes.

La section de l'Ile de Ré nous a demandé de publier la lettre ci-dessous.

Section PCF de l'Ile de Ré le 22 octobre 2010

COPIE

Au secrétaire fédéral de Charente-Maritime
Au secrétaire national
Au journal départemental les Nouvelles
Au collectif PCF AMC 17

Chers Camarades

Les communistes de la section de l'Ile de Ré, réunis le jeudi 21 octobre 2010, décident à l'unanimité des présents après en avoir ouvertement débattu de porter à la connaissance de tous les adhérents du département de la Charente-Maritime, le fruit de ces échanges et demandent pour cela que, d'une part le bureau fédéral, d'autre part les communistes de AMC publient chacun dans leur journal « Les nouvelles de la Charente-Maritime » pour les uns « CommunisteS » pour les autres, l'article suivant.

Etant tous militants de longue date du PCF habitués aux combats d'idées internes et externes et très attachés à l'idéal démocratique qui anime depuis toujours notre parti dans le respect mutuel et la fraternité, nous ne supportons plus d'assister à ces déchirements internes au sein de notre fédération, lesquels déboussolent la plupart des adhérents et ne peuvent que conduire à l'exaspération, l'échec et même la ruine de notre engagement.

Il est indispensable et urgent de surmonter, malgré les différends parfois profonds qui peuvent exister entre nous, les divisions radicales et inadmissibles qui minent précisément d'autres partis politiques et cela au mépris des valeurs fondamentales d'intégrité et de dignité humaine.

De la même façon que nous avons condamné des propos calomnieux et détestables dans la revue « CommunisteS » de AMC 17 à l'égard de notre secrétaire fédéral régulièrement élu, nous rejetons vigoureusement la censure, la mise à l'écart d'écrits reflétant des prises de positions différentes de celles de la fédération. Nous aurions apprécié par exemple la publication de l'article de AMC 17 numéro 25 « Face à la crise capitaliste, stratégie communiste » dans la revue fédérale ainsi que l'annonce de la journée de réflexion formation organisée à Rochefort le 9 octobre 2010 avec la participation de Yves Dimicoli et Alain Morin.

Il est grand temps d'entrer dans le débat politique dans un esprit d'ouverture et de tolérance. Car, que serait notre parti si nous retombions dans les erreurs et le sectarisme d'hier. Nous ne pouvons, aujourd'hui moins que jamais, nous permettre de tels écarts entre nous, alors que nous exigeons à juste titre d'être respectés et écoutés dans notre pays en tant que citoyens et militants d'un parti politique qui n'a de leçon à recevoir de personne et n'a pas à rougir de ce qu'il est et de ce qu'il a fait depuis sa création.

Hostiles aux tendances qui ruinent les autres partis politiques, nous ne pouvons que condamner les écrits et les courants qui essaient d'exister dans notre parti. Telle n'est pas la voie démocratique que la majorité des adhérents approuvent à juste titre.

Raison de plus de permettre à chacune et à chacun d'entre nous de faire entendre sa voix, dans la diversité et la richesse des échanges. De là viendra notre force et le début d'un changement salutaire au sein de notre Fédération départementale.

Non à l'intervention étrangère en Libye ! Appel à signatures

Les soussignés, attachés à l'idéal de paix et d'égalité entre les hommes et entre les peuples et les nations, portent, en fonction des informations diffusées par les médias, des appréciations différentes sur les événements de Libye, et sur les protagonistes de la guerre qui s'y déroule, d'autant que le matraquage médiatique laisse peu de place à la réalité des faits. Mais nous ne pouvons rester silencieux face au danger de guerre qui menace la Méditerranée et le monde.

Chaque peuple a le droit absolu de choisir lui-même ses dirigeants, son régime politique et social et de s'exprimer librement. C'est au seul peuple libyen de décider de son avenir, non aux puissances occidentales ou aux sociétés pétrolières multinationales. Toutes interventions armées, notamment le contrôle de l'espace aérien libyen par l'OTAN, les États-Unis ou les pays européens, à fortiori tout bombardement ou déploiement au sol, sont des actes de guerre et d'occupation inacceptables.

Les politiciens, les journalistes et les médias en général, les juristes de la Cour Pénale Internationale, les responsables de l'ONU, qui les proposent sous des prétextes hypocritement humanitaires, sont en fait les vecteurs de la vieille mentalité coloniale et impérialiste européenne, et jouent avec la paix du monde.

Pour signer faites parvenir vos coordonnées (nom qualité ville) à collectifcommunstepolex@hotmail.fr

Retrouvez toutes les informations sur les situations internationales que vous ne lisez pas dans vos journaux, sur les sites suivants :

polex : collectifcommunstepolex@hotmail.fr

CISC : <http://www.comite-honecker.org>

Le CISC "Comité Internationaliste pour la Solidarité de Classe" édite également un bulletin "Solidarité de Classe"

LE POINT DE LA SOUSCRIPTION POUR LES ELECTIONS REGIONALES

Aux camarades de Charente Maritime qui ont contribué à la souscription pour le remboursement de l'emprunt des élections régionales, nous les remercions chaleureusement.

Vous avez tenu, avec beaucoup d'autres camarades du 17 à apporter votre contribution à la grande souscription qui a été lancée au niveau de la région Poitou-Charentes pour le remboursement du prêt contracté pour les élections régionales.

Au 23 mars 2011 il a été remboursé 64 020 Euros répartis comme suit :

- 86 : 28 100 €
- 79 : 12 500 €
- 16 : 12 500 €
- 17 : 10 920 € versés à la fédé 16 ou à la fédé 86.

Il reste à rembourser 62 200 € avant le 30 mars 2012.

Il nous faut faire un effort encore important pour solder cet emprunt.

Aussi nous faisons de nouveau APPEL à votre contribution pour pouvoir solder l'emprunt dans de bonnes conditions avant la date.

Les camarades du collectif PCF 17 expriment leurs sincères condoléances et toute leur amitié aux familles des camarades disparus. – Serge GOLDBERG – Eliane MATIFAS – Mathias RODRIGUEZ -

**COLLECTIF PCF 17 AMC 17. BP 2056. 17010 LA ROCHELLE
CEDEX**

Mel : collectif.pcf17@wanadoo.fr

Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/collectif.pcf17>.